



Extrait du ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE

<http://www.pouruneconstituante.fr/spip.php?article668>

# Appel à voter "NON" au référendum du 7 avril en Alsace (donnez votre signature

sur  
pouruneconstituante@yahoo.fr



Date de mise en ligne : vendredi 15 mars 2013

- Communiqués-Actualité-Soutiens - Actualité -

---

Copyright © ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE - Tous droits

réservés

---

# Electeurs du Bas Rhin et du Haut Rhin, ce 7 avril nous **VOTERONS NON** à un « référendum » et appelons à signer cet Appel

Un Referendum

- " Qui supprime vos départements
- " Eloigne les élus des électeurs
- " Réduit radicalement les pouvoirs de vos assemblées élues
- " Réduit les solidarités nationales.

C'est à juste raison que chaque jour de nouveaux élus alsaciens, des sections des organisations politiques, syndicales, associatives se réunissent et découvrent de nouvelles raisons de refuser le texte qui vous est proposé. C'est pour cela que les véritables promoteurs de cette contre-reforme sont obligés de se dévoiler, d'invoquer des « logiques supérieures » et une Europe qui tarde vraiment à convaincre même une simple majorité des citoyens, des artisans, des commerçants, des salariés.

Ce n'est pas une question de « gauche », de « droite » ou de religion. C'est une question de souveraineté républicaine et de défense des conquêtes acquises depuis la fondation des communes et des départements en 1790. Il s'agissait alors de rompre avec le pouvoir des rois, des nobles et notables non élus et d'établir la supériorité des assemblées élues.

C'est pourquoi chaque guerre a vu des tentatives de supprimer ou de domestiquer ces assemblées, d'en reprendre les conquêtes et de rétablir un pouvoir d'en haut.

C'est ce dont il s'agit, par l'appel à la création d'une '*Collectivité Territoriale d'Alsace*' par fusion du Conseil Régional d'Alsace, du Conseil Général du Bas-Rhin et du Conseil Général du Haut-Rhin.

Votre résistance croissante est aussi la cause du pesant silence que gardent les grands médias nationaux sur ce vote - Vote qui ne saurait s'appeler « referendum » terme que toutes les constitutions réservent à des enjeux nationaux. Il y a entre eux un pesant consensus pour éviter un débat national dans un contexte de crise sans solution.

Pour éviter même un débat au sein des grands partis qui ferait apparaître les véritables promoteurs du rétablissement des « provinces » d'antan : les sommets de l'Union Européenne et de la haute finance. Cela ne résoudra ni les problèmes du chômage, ni ceux du travail frontalier.

Au contraire, dans un espace plus vaste, la concurrence entre artisans, commerces, salariés, chômeurs, etc serait accrue et les solidarités nationales abaissées au plus bas.

Il s'agit d'une attaque politique brutale des acquis d'égalité, d'unité et d'indivisibilité de la République, et contre les droits sociaux.

C'est la même politique poursuivie depuis des années qui supprime les moyens propres des communes et départements, les contraint à réduire les services publics et les emplois locaux alors que c'est à ce niveau qu'étaient réalisés la plus grande partie des investissements utiles à la population.

Si le oui l'emportait, l'Alsace serait progressivement diluée dans un « espace rhénan » sans contrepartie politique. Les droits du travail, de l'artisanat, du commerce seraient « adaptés » sous la pression d'une concurrence accrue. Particulièrement démagogique est l'argument du coût de vos élus. Dans leur grande majorité, ils ne sont pas rémunérés et leurs délibérations sont publiques car c'est de vous qu'ils tiennent leurs mandats.

Il n'en n'est pas ainsi des conseils d'administrations privés qui les remplaceraient.

Leurs membres sont rémunérés et tenus au secret des affaires. Ils sont les obligés de leurs créanciers. Chacun a eu connaissance des pressions exercées sur les élus par des intérêts privés.

Il n'y a pas trop de villes et de villages. Nous sommes en très grande majorité attachés à la proximité de nos élus et à la possibilité de les sanctionner, si besoin est.

En réalité, il s'agit d'utiliser l'Alsace comme un laboratoire pour faire éclater la République et créer des "euro-régions". Puis de poursuivre la même entreprise de démolition dans d'autres territoires français dans les mois

et années à venir.

Tous les citoyens français sont concernés et ont les yeux sur les électeurs alsaciens.

**Electeurs du Bas Rhin et du Haut Rhin, ce 7 avril nous  
VOTERONS NON à ce « référendum » et appelons à  
signer cet Appel.**

signez sur [pouruneconstituante@yahoo.fr](mailto:pouruneconstituante@yahoo.fr)